

Du 14 juillet et de l'identité nationale : rétrospective

Beaucoup pensent que la fête nationale se célèbre le 14 juillet pour commémorer la prise de la Bastille par les Parisiens le 14 juillet 1789. Ils ont tort et raison à la fois.

Cette fête a été instituée par la III^{ème} République (1870-1940) dès que les Républicains eurent réellement pris les commandes de l'Etat, au début des années 80 du XIX^{ème} siècle. La date du 14 juillet a été choisie parce qu'elle est, d'abord, la date anniversaire de la Fête de la Fédération qui réunit, le 14 juillet 1790, autour des corps constitués, les délégations envoyées de la France entière par les Gardes Nationales qui s'étaient formées pendant la Grande Peur, de la mi-juillet au début août de l'année précédente. Alors, comme l'avaient fait les Parisiens, les Français, que la Révolution faisait citoyens, ainsi que le proclama peu après la *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen*, s'armèrent pour défendre leurs droits et la Révolution. Ils constituèrent des groupes de défense locale et, de bourgade à bourgade, se fédérèrent, construisant ainsi, sur les ruines institutionnelles de l'Ancien Régime et par la volonté populaire, l'unité nationale. Citoyen, patriote, révolutionnaire, c'est tout un à l'époque, ou presque. Et les Gardes Nationaux, citoyens en armes, délégués venus de la France entière et rassemblés au Champ de Mars le 14 juillet 1790, représentent cette unité nationale née de la volonté du peuple mais aussi la résolution patriotique de défendre la Nation et la révolution y compris par les armes.

Quand, presque un siècle plus tard, la République triomphe, elle endosse aussi la défaite de 1871 et la perte des territoires liée à cette défaite en organisant, conjointement à la célébration anniversaire de la Fête de la Fédération, la démonstration de sa force armée afin d'affirmer sa volonté de reconstruire un jour l'Unité Nationale dans sa totalité.

Que cette attitude militariste, voire revancharde, soit aujourd'hui passée de mode est une chose ; qu'elle ait irrigué jusqu'en 1918, et même après, la vie politique française et ses symboles en est une autre ; il n'est ni bon ni loisible, par anachronisme, de rayer des pans de l'histoire nationale, même si ceux-ci sont devenus déplaisants. La mémoire n'est pas l'histoire, mais sans mémoire comment écrire l'Histoire ?

Donc, s'il est loisible de critiquer le défilé militaire du 14 juillet, il n'est pas judicieux d'en perdre de vue les fondements symboliques et, jetant le bébé avec l'eau du bain, d'assimiler à une démonstration militariste ce qui est l'expression historique du peuple en armes pour défendre ses droits.

Certes la conscription n'existe plus qui faisait de chaque jeune citoyen le descendant des patriotes de 1789-1790 ; mais oublier, même involontairement, que c'est cela qui fait le citoyen libre, capable avec ses concitoyens de défendre l'unité nationale et tout ce qui la légitime, c'est mutiler l'identité nationale.

De même que la mutilent ceux qui transforment la nationalité française en un bon de garantie ou une posologie civiques. Ils disent « citoyennes » ... ce qui révèle déjà beaucoup de désinvolture à l'égard de la langue française.

Ceux qui, comme un traquenard, ont lancé le débat sur l'identité nationale et ceux qui, sous prétexte de traquenard, ont refusé de le mener sont, les uns et les autres, de piètres républicains. Ayant participé à ce débat, le SNCA e.i.L. Convergence redit ce qu'il écrivait

alors : que l'identité nationale se construit, partout dans le monde, sur des tensions, voire des confrontations, entre tenants de tel ou tel autre projet d'organisation de la Cité ; qu'en France, depuis 1789, c'est le modèle républicain qui est au cœur de la confrontation.

Comment la République « *Une et Indivisible* » pourrait-elle distinguer entre ses enfants les deniers nés des premiers ? Comment la République, exprimant « *d'abord la souveraineté du peuple constitué en Nation* » pourrait-elle admettre que ses enfants soient désarmés ?

La Laïcité exprime cette base populaire et civique de la République ; elle est niée autant par les conceptions communautaristes des uns que par la discrimination à l'encontre de certains citoyens que préconisent les autres.

Le défilé, pas exclusivement militaire d'ailleurs, du dernier 14 juillet 2011, a été dédié non seulement aux populations d'OUTRE-MER, mais aussi aux forces françaises combattant à l'étranger et aux soldats qui venaient de tomber en AFGHANISTAN. La polémique qui s'ensuivit autour de ce symbole fut une opération électorale. Tout comme l'avait été l'attitude du Chef de l'Etat ce jour là. En descendant l'avenue des Champs-Élysées, SARKOZY, chef des armées pourtant, a agité sans cesse sa menotte en direction du public d'électeurs potentiels au lieu de s'incliner devant les drapeaux des régiments qui faisaient sa haie d'honneur.

Décidemment, la caste politique n'a pas la fibre républicaine ; et cependant, tous les aspirants candidats, puis tou-te-s les candidat-es à la présidentielle vont nous bassiner pendant des mois en utilisant à tort et à travers cette notion de République dont ils ont oublié depuis longtemps le b a ba sous l'épaisseur de leurs ambitions et la minceur de leurs convictions.

Les citoyens, la Nation, eux, n'ont pas tous oublié ce qu'est et doit être la République. Puissent-ils s'en ressaisir pour que les prochains 14 juillet ne soient plus des objets de scandale mais la manifestation de l'unité de ceux qui ont choisi de vivre et faire vivre ensemble les mêmes valeurs humanistes.